



L'urgence mérite de vraies solutions Pas un enfumage électoral...

RÉPONSE À L'APPEL DE L'UFAP :

FO Justice – le 21 avril 2026

Dans un communiqué daté du 20 avril, le secrétaire général de l'UFAP-Unsa Justice appelle au blocage de l'ensemble des structures pénitentiaires. Il conclut son communiqué en invitant les organisations syndicales à se joindre à ce mouvement.

En tant qu'organisation syndicale responsable et majoritaire, FO Justice ne peut rester silencieux, et se doit d'y apporter une réponse et, surtout, des explications.

FO Justice partage, évidemment, le triste constat de la double problématique actuelle que sont la densité carcérale et les vacances de postes. Il faut toutefois, d'une part, rappeler comment nous en sommes arrivés là, et, d'autre part, discerner ce qui relève de véritables revendications de ce qui s'apparente davantage à du populisme racoleur.

Les vacances de postes : Nous partageons, évidemment, le constat.

4000 vacances de postes, c'est abyssal et ce sont les Collègues sur les coursives qui subissent en première ligne.

► **Cependant, il faut se souvenir comment nous en sommes arrivés là.**

Rappelons-nous qu'en 2018, lors d'un soulèvement historique des Personnels, ce syndicat, alors majoritaire, a fait le choix de mettre fin au mouvement sans aller chercher des revalorisations indemnitaires et statutaires. Résultat : sans agir sur l'attractivité du métier, l'administration n'est pas parvenue à recruter et a continué de perdre 400 postes chaque année, même après 2018.

Depuis 3 ans, depuis le déploiement de la réforme statutaire obtenue par FO Justice, nous parvenons enfin à recruter et à remplir les schémas d'emploi ; nous ne perdons plus un seul des emplois financés par Bercy. Hélas, cela ne va pas assez vite pour combler les postes perdus. En effet, entre le recrutement et la formation, il faut deux ans pour voir les agents arriver en établissement.

Alors, bloquer aujourd'hui en exigeant la « *résorption immédiate* » des 4000 postes de personnels de surveillance, c'est soit complètement naïf, soit totalement démagogique. **Bloquer les établissements ne réduira pas ces délais incompressibles.**

Le seul levier qui puisse être actionné *immédiatement*, c'est le recrutement des surveillants-adjoints. En effet, la réforme prévoit que, **si et seulement si** les schémas d'emploi ne sont pas remplis, il peut y être fait recours. C'est la limite imposée par FO Justice lors de nos négociations pour éviter les dérives.

C'est la seule option pour obtenir des effectifs rapidement : ouvrir de nouveaux postes et les pourvoir par des contractuels. C'est précisément ce qu'ont fait nos homologues de la Police Nationale. Mais, c'est une possibilité à laquelle les autres organisations syndicales se sont toujours fermement opposées. **Sont-elles prêtes aujourd'hui à assumer ce choix ?**

La densité carcérale : Là encore, nous partageons, évidemment, le constat.

.../...



La surpopulation ne cesse d'augmenter à une vitesse exponentielle. Les Personnels la subissent au quotidien, avec des conditions de travail intenable, des tensions, des agressions... de l'épuisement professionnel dans tous les corps et tous les grades. **Et rien ne semble pouvoir l'endiguer.**

Seule une évolution législative peut nous permettre de réduire la surpopulation carcérale. L'article 7 du projet de Loi SURE prévoit d'interdire les matelas au sol et d'imposer une régulation carcérale quand les seuils de criticité sont atteints.

Mais l'UFAP-Unsa Justice a refusé de valider ce projet de loi en CSA Ministériel. Difficile en effet pour eux d'avoir une telle position, sachant qu'ils sont colistiers et sous le joug de l'USM, syndicat corporatiste de magistrats, dont ils ont besoin pour leur stratégie électorale.

Ce sont pourtant bien les magistrats qui sont les seuls décisionnaires des entrées et sorties en détention, des aménagements de peines, des incarcérations... **Ils refusent de voir le chaos dans nos détentions, et ils ont le soutien de l'UFAP-Unsa Justice face à toute mesure visant à les y contraindre.**

Et, quand on constate qu'ils sont capables d'écrire aujourd'hui, par voie de tract : *« Le sujet n'est pas de vider les prisons. Ce discours est dangereux et incompréhensible pour les citoyens... »*, on ne s'interroge même plus sur le côté purement populiste de leurs intentions... Les Personnels apprécieront !

Alors non, FO Justice ne s'associera pas à ce mouvement. Non pas par idéologie, mais tout simplement parce que, en l'état, cet appel aux blocages est purement démagogique, populiste et électoraliste, comme le rappelle également la CGT Pénitentiaire dans son communiqué de réponse. Comme ils l'ont fait à maintes reprises lors de la mise en œuvre de notre réforme, l'UFAP-Unsa Justice vous ment, pire : ils exigent *« Toute autre mesure permettant de sortir de cette situation »*, mais sans proposer de vraies solutions !

Pour autant, FO Justice ne laissera pas « crever » les agents, ni devant les portes ni ailleurs. S'il faut se mobiliser, nous nous mobiliserons, mais selon le tempo et les modalités que nous fixerons, et surtout avec une plateforme revendicative solide, et une crédibilité que n'ont pas ceux qui s'offusquent d'une situation dont ils sont totalement responsables !

En novembre 2025, nous avons appelé à une intersyndicale en écrivant à l'ensemble des secrétaires généraux des syndicats pénitentiaires, y compris l'UFAP-UNSa justice. Ils ont refusé toute association, alors même que **les sujets étaient totalement identiques.**

Depuis, **FO Justice** a avancé et travaillé afin de proposer des solutions concrètes, à l'image du déploiement de la bombe incapacitante et du projet de loi SURE visant à interdire les matelas au sol et à imposer un numerus clausus, afin de permettre à la DGAP de reprendre la maîtrise de ses décisions, en lieu et place des magistrats.

Aujourd'hui, le travail parlementaire sur nos textes est en cours. Et si, et seulement si, nous n'étions pas entendus, **FO Justice agira en conséquence, avec responsabilité en dehors de tout enjeu électoraliste !**

Pour l'heure, **FO Justice** ne baisse pas les bras, **FO Justice** ne se résigne pas, **FO Justice** travaille sur de vraies solutions avec le ministre, le DGAP et les parlementaires. Sans avoir attendu que ces syndicats opportunistes ouvrent enfin les yeux à l'approche des élections professionnelles.

Alors oui, il y a urgence, mais ça n'est pas en agitant le chiffon rouge que la situation va se débloquent, comme par enchantement.

